

Postfax

No 2
Mars 96



Bulletin d'information
du Syndicat des P&T
b.p. 665 L-2016 Luxembourg

**Libéralisations
Postes et Télécommunications**



LE SERVICE PUBLIC

En juin 1993, le Conseil des Ministres de l'Union européenne décida la libéralisation totale des télécommunications en Europe à partir du 1er janvier 1998.

Le 18 septembre 1995, ledit Conseil arrêta les principes à respecter pour établir le cadre dans lequel devra s'effectuer l'ouverture à la concurrence des services et infrastructures de télécommunications au 1er janvier 1998.

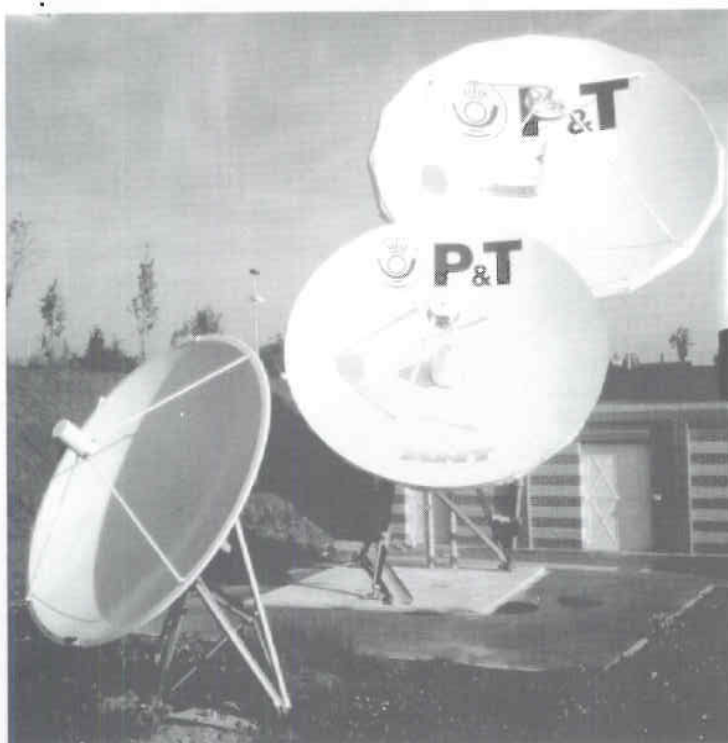
La mise en chantier du projet de loi luxembourgeois sur les télécommunications ayant comme but la transposition dans le droit national des directives bruxelloises n'est que la suite logique de la mise en place d'un marché européen, taillé à la mesure des "global players", des grands opérateurs

internationaux, surtout américains.

L'Internationale du Personnel des Postes, Télégraphes et Téléphones (IPTT), à laquelle est affilié le Syndicat des P&T, a, depuis de nombreuses années, exprimé, à tous les niveaux, son opposition totale aux orientations ultra-libérales avancées par la Commission de l'Union européenne.

Depuis quelque temps ces orientations de la Commission ne font plus l'unanimité au sein du Conseil des Ministres européen. La dernière réunion des ministres des télécommunications a vu certains pays, s'opposer à l'accélération de la libéralisation que veut imposer arbitrairement le commissaire à la concurrence, Karel van Miert.

Au stade actuel, le projet de loi sur les télécommunications luxembourgeoises est soumis à l'avis de divers groupements ou institutions appelés à intervenir dans le processus législatif (Conseil d'Etat, fractions parlementaires, commission de la Chambre des Députés, Chambre des Fonctionnaires)



N'EST PAS NEGOCIABLE

Pour le Syndicat des P&T, la loi sur les télécommunications devra, entre autres, respecter trois

principes fondamentaux incontournables:

- garantir le service public de télécommunications;
- assurer l'activité et la viabilité financière de l'exploitant public;
- sauvegarder l'emploi et les acquis sociaux;

L'obligation pour l'Etat luxembourgeois de

garantir un service public de télécommunications

par une mise à la disposition de tout résident des moyens de communications appropriés découle prioritairement de la Constitution.

Dans la terminologie communautaire cette obligation devrait se concrétiser dans la prestation d'un

Service Universel

qui impose à l'Etat de mettre à la disposition de chaque résident, où qu'il habite, un service minimal à un prix abordable. La Commission Européenne ne fournit pas de définition précise du Service Universel. Le projet de loi sur les télécommunications renvoie à un règlement grand-ducal (en élaboration)

pour déterminer la liste des services de base de télécommunications.

Pour le Syndicat des P&T, le champ d'application du Service Universel doit être le plus large possible, ne pas se limiter aux seuls télécommunications, mais permettre à l'ensemble des usagers d'avoir accès à des services performants de communications.

Le service Universel devra être un service public de haute qualité, à la pointe du progrès, qui, à des prix abordables, garantit à tout résident sur le territoire luxembourgeois:

1. la connexion comme abonné à un réseau de communications universel performant;
2. les services de téléphonie vocale de base;
3. les numéros d'appel d'urgence;
4. l'accès au réseau par le biais de cabines téléphoniques publiques;
5. l'accès au réseau large bande;
6. la mise à disposition d'annuaires ou de fichiers téléphoniques.

Le Service Universel doit également être évolutif, c'est-à-dire que les services offerts doivent suivre les évolutions technologiques, en particulier en allant dans le sens de la mise en place de la société de l'information.

Etant donné que, à court terme, il ne sera pas viable économiquement de connecter **tous** les foyers à la fibre optique, il faudra prévoir des

Projet de loi sur les télécommunications

mécanismes et des délais pour faire en sorte que les services à bande large ne soient pas simplement réservés aux régions ou aux clients rentables.

Ces services de base devant être offerts à des prix abordables pour tout résident, ces prestations ne sauraient être considérées comme biens de consommation que l'on peut impunément commercialiser ou retirer de la circulation, en dehors de toute considération socio-économique. Le Service Universel ne saurait dès lors s'orienter selon ses coûts ou être livré aux seules lois du marché.

En ce qui concerne le financement du Service Universel, dont les coûts ne s'orienteront pas nécessairement aux coûts réels, et de ce fait risque d'être déficitaire, tous les prestataires de services de télécommunications doivent équitablement contribuer aux charges financières introduites par les prestations du Service Universel.

En particulier, les coûts relatifs à l'établissement du réseau, à son développement antérieur, à sa maintenance et aux investissements nécessaires à sa modernisation doivent être dûment pris en compte.

**LE SERVICE
PUBLIC
N'EST PAS
NEGOCIABLE**

Il est scandaleux que le projet de loi en question prévoit *qu'en lieu et place du paiement de cette contribution*, le

Service Universel pourra être confié à un autre opérateur qui *démontre une meilleure aptitude* à exécuter ledit service.

Sur ce point le projet s'inscrit parfaitement dans la ligne du dogme libéral, cher à la Commission.

En langage clair, cela signifie que le projet de loi se fait l'interprète des pratiques de dumping et d'une concurrence ruineuse avec des conséquences désastreuses sur l'emploi et sur la qualité de service, faute de déploiements insuffisants de l'infrastructure aux endroits jugés non rentables.

En pratique, cela revient à forcer l'opérateur chargé de la prestation du Service Universel à rééquilibrer les tarifs (augmentation de l'abonnement de base) pour réduire la compensation et pour faire payer moins cher les charges imposées aux autres prestataires.

Comme les services fournis dépendent du réseau de base, c.à.d de l'infrastructure nationale, la concession pour prester le Service Universel ne devrait être accordée qu'à un seul candidat, l'exploitant historique public, en l'occurrence l'Entreprise des P&T

Le Syndicat des P&T repousse donc véhément l'idée de lancer un appel d'offres pour l'exécution des obligations du Service Universel.

Le Service Universel découlant d'un mandat constitutionnel, touchant étroitement à l'organisation même de la société luxembourgeoise n'est pas négociable.

Libre concurrence dans le secteur non-réservé

Dorénavant, l'exploitation d'un réseau ou service de télécommunications est soumise à une licence dont le nombre et l'attribution sont laissés au bon vouloir du Ministre de tutelle. Or, vu l'exiguïté du territoire, une limitation très stricte du nombre de licences serait de mise.

L'obligation pour les P&T de permettre à tout détenteur d'une licence l'accès à ses ressources de télécommunications (installations, fréquences, blocs de numéros d'appel etc) peut être considérée comme détournement de fonds publics dans la mesure où ces ressources font partie du patrimoine de l'Etat.

Régularisation du Marché

Selon le projet de loi, il incombe à un nouvel **Institut Luxembourgeois des Communications** (ILC/établissement de droit public avec des agents ayant le statut d'employé privé) de veiller au bon ordre et au respect des dispositions légales sur le marché des télécommunications.

Pour le Syndicat, l'ILC, exerçant des attributions relevant de la souveraineté nationale, doit être placé sous la tutelle de l'Etat et le contrôle de la Chambre des Députés, qui seuls peuvent garantir l'indépendance et la transparence de la mise en oeuvre et de l'application de la loi.

En aucun cas cette autorité ne doit être une instance autonome, totalement indépendante, échappant au contrôle de la Chambre des Comptes, avec un statut du personnel laissant la porte largement ouverte à l'arbitraire.

Fin du Monopole des P & T



Entrevue matt der Parlamentsfraktioun vun der CSV



De 27ten Februar, hat de P&T-Syndikat eng entrevue matt der Parlamentsfraktioun vun der CSV iwwert d'Zukunft vun der P&T-Entreprise am Bereich vun den Telekommunikatiounen.

Am Verlaf vun engem konstruktivem Gespréich konnt de P&T-Syndikat den CSV-Deputéierten Luc FRIEDEN, Norbert KONTER, a Laurent MOSAR un d'Haerz leen opzepassen datt Lëtzebuerg den Zug vun der Informatiounsgesellschaft nët verpasst, an dofir ze suergen datt an dem neien Telekommunikatiounsgesetz den Universaldengscht sech nët eenzeg an eleng op den Telefon-Uchloss limitéiert, mais datt all Bierger d'Méiglechkeet vun engem Zougang zu den neien Kommunikatiounsmëttel garantéiert kritt.

D'CSV-Deputéiert hun sech ganz opgeschloss vis-à-vis vun den Idien vum P&T-Syndikat gewisen, an hun versprach nach eng Kéier, iert Telekommunikatiounsgesetz an der Chamber diskutéiert gët, Récksproch matt dem Syndikat ze huelen.

Jobkiller Fortschritt

Die Telekommunikationsbranche steht vor dem grössten Umbruch in ihrer Geschichte - Hoffnungen auf neue Arbeitsplätze sind verfrüht / Von Gunhild Lütge(Die Zeit)

Die Entwicklung lässt bisher Udenkbares durchaus realistisch erscheinen: Wenn Bundesbürger demnächst eine neue Wohnung beziehen und das Elektrizitätswerk bitten, den Strom einzuschalten, werden sie bei ihm auch gleich einen Telephonanschluss ordern können - alles aus einer Hand sozusagen. Die Liberalisierung des Fernmeldemarktes in Europa macht's 1998 möglich. Schon heute ist absehbar, vor welch gigantischem Umbruch diese Branche stehen wird.

Spüren werden ihn nicht nur die vielen Millionen Kunden, sondern auch Hunderttausende von Menschen, die in der Telekommunikation arbeiten. Längst ist klar, dass der Strukturwandel Opfer verlangt. Wer aber werden die Gewinner und die Verlierer sein?

In dieser Woche sondierten die Topmanager der Telephongesellschaften in Genf, was demnächst auf ihre Unternehmen zukommt. Sie treffen sich dort alle fünf Jahre - und waren bislang auf dieser internationalen Kontaktbörse stets unter sich. Jahrzehntlang war der Globus - weitgehend - säuberlich in Regionen aufgeteilt, in denen einzelne Anbieter den Markt dominierten. Jedes Land schottete sich ab. Selbst im freizügigen Amerika teilten sich im wesentlichen nur drei Unternehmen das Geschäft mit Ferngesprächen. Und der lokale Telephonverkehr in einem begrenzten Gebiet war stets fest in der Hand eines einzigen Anbieters. Und schliesslich hatten alle ihre Haus- und Hoflieferanten in der Industrie, die ihnen die Ausrüstung für die Fernmeldenetze lieferten: ein Geschäft in dem jährlich viele hundert Milliarden umgesetzt werden.

Die Ära dieses exklusiven Clubs der Monopolisten ist nun beendet. Seine Mitglieder stiessen auf der Genfer Telecom 95 auf viele neue Gesichter. In Europa wollen Anlagenbauer, Banken, Bahnen und Stromversorger ins Fernmeldegewerbe einsteigen. Und auch in den Vereinigten Staaten sorgt ein Gesetzesvorhaben dafür, dass der Markt dort völlig aufgemischt wird. Weltweit bilden sich neue Allianzen. Die Kartellbehörden haben deshalb Hochkonjunktur. Immer geht es dabei auch um die Forderung, den Markt noch schneller als geplant zu öffnen. Die Drähte laufen heiss.

Hierzulande wollen die potentiellen Rivalen der Telekom mit mächtigen internationalen

Anbietern gemeinsame Sache machen. Damit erhalten Konzerne wie AT&T erstmals den langersehnten Anschluss auf dem deutschen Markt. Auf diese Weise entsteht ein Wettbewerb, wie es ihn so intensiv weltweit bislang noch nicht gegeben hat. Die liberalen Wirtschaftsdenker können also einen einzigartigen Sieg verbuchen. Ihr Credo war stets, dass mehr Konkurrenz in der Telekommunikation die Preise sinken lässt - und wachsende Nachfrage Arbeitsplätze schafft. Fast alle massgeblichen Politiker dieser Welt haben sich diesem Glauben angeschlossen. Selbst Fakten, so scheint es, können ihn nicht erschüttern.

Kein Zweifel: Die Kommunikationskosten werden sinken - zumindest für Grosskunden aus der Wirtschaft, die einen weltumspannenden Daten- und Telephonverkehr haben. Denn schon heute rechnen Experten damit, dass es zu Ueberkapazitäten auf den Leitungen kommen wird.

Niemand weiss, ob die neuen Angebote auch eine ausreichende Nachfrage finden

Drastische Preiskämpfe werden die Folge sein - Für die Entwicklung der Arbeitsplätze aber bedeutet das nichts Gutes. Der Zwang zur Rationalisierung nimmt dramatisch zu.

Allein die deutsche Telekom will bis zum Jahr 2000 rund 60.000 Stellen streichen - Ähnliche Pläne hegen alle europäischen Telephongesellschaften. In Frankreich haben die öffentlichen Proteste der Betroffenen sogar schon zwei Fernmeldechefs den Job gekostet. Auch bei den Beschäftigten in der fernmeldetechnischen Industrie geht die Angst um, die Branche könne weiter schrumpfen. Vergangene Woche verkündete Alcatel, das französische Gegenstück zum Siemens-Konzern als Grosslieferanten der Telekom, einen Umstrukturierungsplan. Bei der deutschen Alcatel-Tochter SEL in Stuttgart sind allein seit Mitte vergangenen Jahres bereits 3500 Arbeitsplätze dem Rotstift zum Opfer gefallen. Der Grund: Die Telekom drückt - ähnlich wie alle anderen Fernmeldegesellschaften - als Grosskunde auf die Preise ihrer Lieferanten und investiert verhaltener. Insgesamt sind in diesem

Industriezweig seit 1993 schon rund 25000 Arbeitsplätze verlorengegangen. Vergangene Woche überraschte auch der Branchenerste AT&T mit der Botschaft, das Unternehmen komplett auszubauen - und sich von 20000 Mitarbeitern zu trennen.

Dafür, so argumentierten die Liberalisierer entstehen völlig neue Jobs. Nur wo, das ist die Frage. Multimedia und Datenautostrassen sollen wahre Jobwunder vollbringen. Doch sämtliche Prognosen und Zahlen basieren auf einem höchst brüchigen Fundament (Zeit 13/1995). Dennoch werden die Anhänger der reinen Lehre nicht müde, gebetsmühlenhaft von Millionen neuer Arbeitsplätze in Europa zu phantasieren. Der fahrlässige Umgang mit Fakten weckt Hoffnungen, die nicht berechtigt sind.

Selbst die Marktstrategen in den Unternehmen wissen zur Zeit nämlich noch nicht, welche neuen Angebote aus dem freien Markt demnächst eine ausreichende Nachfrage finden. Wollen die Menschen wirklich auf elektronischem Wege einkaufen, lernen, arbeiten, sich informieren oder amüsieren? Und wieviel Geld sind sie bereit dafür auszugeben? Selbst in den Vereinigten Staaten, kaum eine Nation ausgesprochener Technikfeinde, kommt inzwischen Skepsis auf. Die Anbieter steuerten mit ihren riesigen Investitionen und ihren immer gigantischeren Unternehmenszusammenschlüssen in eine Sackgasse, heisst es in einer neuen US-Studie zum Thema.

Im übrigen wird die Entwicklung zur Zeit noch von einer Reihe anderer ungelöster Probleme blockiert: Das Urheberrecht muss weltweit ebenso harmonisiert werden wie der Daten- und Verbraucherschutz. Und alte wie neue Marktteilnehmer brauchen dringend weltweit faire Wettbewerbsregeln. Ausserdem ist noch völlig offen, wer künftig für die flächendeckende Grundversorgung aller Bürger zuständig ist, vor allem dann, wenn sie in dünnbesiedelten und deshalb unprofitablen Regionen wohnen.

Es war einfach, den Markt zu öffnen und darauf zu vertrauen, dass dann die Post abgeht. Doch auf den Markt allein ist in diesem Fall kein Verlass. Tatsächlich die Voraussetzungen für neue Jobs zu schaffen wird jetzt viel schwieriger werden.



Viviane Reding

DÉPUTÉ AU PARLEMENT EUROPÉEN

94, rue E. Mayrisch
L-4240 Esch-sur-Alzette

Tél. 55 60 98
Fax 57 31 72

Ist Telekommunikations - Liberalisierung vorteilhaft für LUXEMBURG ?

Die Luxemburger Regierung hat 1995 beschlossen, die Liberalisierung des Telekommunikationsbereiches bis 1998 durchzuziehen. Somit verzichtet Luxemburg auf die zweijährige Ausnahmeregel, die im Entwurf der diesbezüglichen EU-Direktive für unser Land vorgesehen war.

Bei der Telekommunikationsdebatte im Europaparlament (am Donnerstag, dem 1. Februar 1996, im Brüsseler Plenum) fragte sich die Europaabgeordnete Viviane REDING, ob die Liberalisierung des Telekommunikationsbereiches wirklich vorteilhaft für Luxemburg sei.

Sicherlich mag durch den Wegfall des Telefonmonopols die eine oder andere Dienstleistung vorteilhafter für den Konsumenten werden. Wie aber ist es mit jenen Dienstleistungen, die hohe Infrastrukturkosten und keinen Gewinn bringen ? Wird die Luxemburger Post in Zukunft die wenig lukrativen Bereiche bedienen müssen, während sie sich in den gewinnträchtigen Sparten der geballten internationalen Konkurrenz stellen muss?

Der Abschied vom Postmonopol ist - so Viviane REDING - mit zahlreichen Hypothesen belastet. Wird die in Luxemburg sehr erfolgreiche Post (immerhin führte die Post z.B. 1994 zwei Milliarden Gewinne an die Staatskasse ab !), mit den Grossen dieser Welt mithalten können, oder riskiert sie von den Branchengiganten in die Ecke gedrückt zu werden ? Kann unsere Post allein weiterbestehen, oder muss sie sich (als schwacher Partner !) einem der international operierenden Anbietern anschliessen ? Wird die Diskrepanz zwischen Universaldienst und lukrativen Grosskunden (z.B. der auf kleinstem Raum konzentrierte Bankenplatz) einen sozialen Graben aufbrechen ? Wird die internationale Konkurrenz im Luxemburger Telekommunikationsdienst für Druck auf die Gehälter, die Sozialleistungen und auf die Arbeitsplätze sorgen ?

Viviane REDING wies darauf hin, dass es richtig sei - falls die Liberalisierung unumgänglich sei - auf eine Übergangszeit zu verzichten und sich sofort der notwendigen Anpassung zu stellen. Sie bezweifelte jedoch ob es vertretbar sei, kleine Anbieter wie die Luxemburger Post schutzlos den Giganten der Branche auszusetzen. Aus diesem Grunde stimmte sie dem europäischen Liberalisierungsprojekt der Telekommunikationsbranche nicht zu.

In der ersten Postfax-Ausgabe hatte das Postsyndikat hingewiesen auf die Gefahren des Artikel 70 des Gesetzprojektes über die Liberalisierung der Telekommunikationen, der dem Direktionskomitee des P&T-Unternehmens künftig erlaubt, Personal mit Privatbeamtenstatut einzustellen.

Daraufhin reagierte der Briefträgerverband in einer Pressemitteilung, die das Postsyndikat voll unterstützt.

Das Postsyndikat hatte bereits vorher dem Direktionskomitee und der Kommunikationsministerin mitgeteilt, dass genannter Artikel 70 für das gesamte Personal des P & T-Unternehmens unannehmbar sei. Das Postsyndikat wird in seiner schriftlichen Stellungnahme zum Telekom-Gesetz eingehend auf diese Bestimmungen zurückkommen.

Pressemitteilung des Briefträgerverbandes

Laufbahnen bei der Post sollen durch Hintertür privatisiert werden!

Das kürzlich von der Regierung hinterlegte Gesetzprojekt über die Liberalisierung der Telekommunikation wurde bereits in der Presse viel kommentiert. Unbeachtet jedoch blieb bisher Artikel 70 in diesem Gesetzentwurf. Sofern das Gesetzprojekt die parlamentarische Hürde unverändert passiert, wird es dem Direktionskomitee künftig erlaubt sein, Personal nach dem Regime des Privatsektors einzustellen.

In der Tat heißt es in Artikel 70, Absatz 5: »Sivant les intérêts du service, le comité peut en outre engager par contrat de travail du personnel auxiliaire sous le régime d'employé privé ou d'ouvrier.«

Diese schwammige Bestimmung, die es dem Management des P&T-Unternehmens erlaubt wird, nach Gutdünken das Staatsbeamtenstatut zu umgehen, bezieht sich nicht nur auf die Telekom-Division des P & T-Unternehmens, sondern betrifft auch die Postdivision.

Besagter Artikel 70 verfügt nämlich gleichzeitig eine Abänderung von Artikel 24 des Gesetzes vom 10. August 1992 über die Schaffung der »Entreprise des Postes et Télécommunications«, in welchem es klar und deutlich heißt: »Le régime des

agents de l'entreprise est un régime de droit public.«

Abgeändert bzw. aus der Welt geschafft werden sollen die Paragraphen 3 und 4 von Artikel 24, die vorschreiben, daß das Direktionskomitee die Personaleffektivität nach dem Regime des öffentlichen Dienstes und nach den Laufbahnen des öffentlichen Dienstes festsetzen muß. Außerdem ist hier ausdrücklich garantiert, daß auch künftige P&T-Beschäftigte in den Genuß des Staatsbeamtenstatuts kommen (»les dispositions de la présente loi s'appliquent au personnel en service au moment de la mise en vigueur de la loi ainsi qu'au personnel à engager après cette date.«)

Diese Bestimmungen in einem Gesetz, das keine vier Jahre alt ist, werden nun einfach abgeschafft und durch einen Gummiparagraphen ersetzt, der ohne weiteres die Einstellung von Billiglohnarbeitkräften erlaubt.

Skandalös an diesem Vorgehen ist nicht nur die Absicht, das Staatsbeamtenstatut zu unterhöhlen. Geradezu hinterhältig ist darüber hinaus die Art und Weise, wie die zuständige Kommunikationsministerin hier ihr Versprechen bricht, wonach am

öffentlichen Statut der P&T-Beschäftigten nicht gerührt werde! Wenn man dazu weiß, daß die Ausarbeitung der Telekom-Novelle unter Mitarbeit der Unternehmensleitung geschah, muß man sich fragen, was die Beteuerungen des Generaldirektors wert sind, der keine Gelegenheit ausläßt, zu betonen, daß er kein Problem mit dem Staatsbeamtenstatut der P&T-Beschäftigten habe?

Die Attacke erfolgt durch eine Hintertür, in einem Gesetzprojekt, das sich angeblich ausschließlich der Reform der Telekommunikation widmet. Hier werden die Sonntagsreden und Lippenbekenntnisse der Regierung, wonach das Statut des öffentlichen Dienstes des P&T-Personals nicht angetastet werden, auf flagrante Weise Lügen gestraft.

Es bedarf keiner besonders ausgeprägten Vorstellungskraft, um sich ausmalen zu können, daß von dieser neuen Attacke auf den sozialen Besitzstand vor allem die unteren Laufbahnen bei den P&T betroffen sein werden, darunter die Briefträger, deren Laufbahn privatisiert werden soll.

Die Briefträgergewerkschaft zeigt sich zutiefst enttäuscht

über dieses wendige Manöver und bedauert, daß ihre konstruktiven Vorschläge zur Aufwertung des Briefträgerberufs (soziale Rolle) und zur Lösung des chronischen Personalmangels (Rekrutierung von Briefträgern außerhalb der Armee, aber als öffentlich Bedienstete) bei den verantwortlichen Politikern bisher auf taube Ohren gestoßen sind.

Setzen sich P&T-Generaldirektion und Regierung mit ihren unsozialen Vorstellungen durch, dann werden ganze Berufskategorien schlichtweg entwertet, da natürlich »dans l'intérêt du service« nur mehr auf Billigarbeitskräfte zurückgegriffen wird. Dies ist nicht im Interesse des Universaldienstes und des Bürgers, der ein Recht auf qualitativ hochwertige Dienstleistungen hat.

Die Briefträgergewerkschaft appelliert an die gewählten Volksvertreter, diesen Wortbruch der Regierung nicht mitzumachen und bei der Diskussion über den Telekom-Gesetzentwurf die nötigen Abänderungen zu erwirken.

Mitgeteilt von der Fédération Syndicaliste des Facteurs et des Travailleurs des Postes et Télécommunications FSFL

Kuurnzrichten



De Postsyndikat ass am gangen nei Strukturen opzebauen fir datt all seng Ënnerorganisatiounen nach méi enk zesammenschaffen an esou d'Interessen vum ganzen Personal besser verteidigen kënnen.

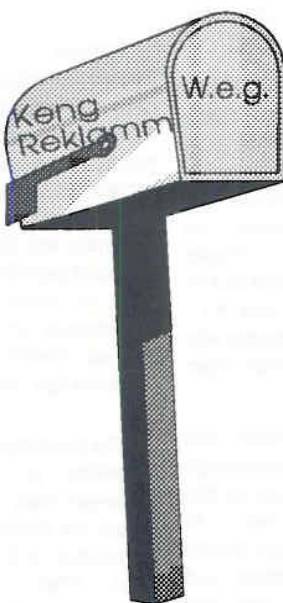
Dëss nei Strukturen sin an enger Charte zesammengefaast déi allen Memberen vun den Ënnerorganisatiounen op hiren Generalversammlungen präsentéiert an zur Ofstëmmung ënnerbreed gët.

CHARTÉ

Akzeptéiert gof d'Charte schon op der Generalversammlung vun den Ingénieurs-techniciens.



No villen Joeren gof engem Uleies vun dem Syndikat Rechnung gedroen an endlech eng Communication Interne an der P&T-Entreprise op d'Been gesat. Als Ufank gët d'Entreprise a nächster Zukunft déi éischt Nummer vun engem Informationsblatt "d'HAUSPOST" eraus. Dës Hauspost soll professionnell opgebaut gin mat Hëllef vun engem bekannten Journalist an enger Publizitéitsfirma.



Keng Reklammm w.e.g.! Matt dësem Slogan hat de Bréifdréieschverband an de Mouvement Ecologique eng Aktioun lancéiert fir d'Post durzou ze brengen dem Klient d'Méiglechkeet ze loossen all Reklammm kënnen ze refuséieren.

No villem Gestreits huet d'Entreprise decidéiert dem **expéditeur** vun de Reklammm d'Wiel ze iwwerloossen vun engem Ausdeelen "à tous les ménages" oder nëmmen un d'Klient, déi keen Schëld "Keng Reklammm w.e.g." op hirer Bréifkëscht hun.

Dës Léisung gët awer nët vun der FSFL gedroen. De Vull ofgeschoss huet awer d'Emweltkommissioun vun der Gemeng Betzdorf, zesummen matt dem Mouvement Ecologique, déi an engem "tous les ménages!! d'Leit opfuerderen op d'Reklammm *"Zurück an den Absender"* ze schreiwen, an se, amplaz an een

Recycling-Container, an déi oeffentlech d'Bréifkëschtchen vun der Post ze geheien!!

ENTWICKLUNG DER POSTDIENSTE IN DER EUROPÄISCHEN UNION

Nicht nur im Telekommunikationssektor, sondern auch im Postdienst, wird die Entwicklung des europäischen Binnenmarktes eifrig, oft sogar übereifrig, von der Kommission vorangetrieben.

Eine Zusammenfassung über die aktuelle Entwicklung des Postdienstes hat uns die luxemburgische Europa-Deputierte, Frau Viviane Reding, freundlicherweise zur Verfügung gestellt.

Besten Dank

I. Entwicklung des Richtlinienvorschlags

Der Richtlinienentwurf der Kommission ist ein Ergebnis einer längeren Entwicklung, die mehrere Etappen umfaßt.

Am 11. Juni 1992 hat die Kommission ein Grünbuch über die „Entwicklung des Binnenmarktes für Postdienste“¹ herausgegeben, in dem drei wichtige Ziele bestimmt wurden:

- Herstellung eines Gleichgewichts zwischen den Anforderungen eines Universaldienstes, der eine für alle Benutzer erschwingliche postalische Grundversorgung gewährleistet und der notwendigen Öffnung des Postbereichs für die Konkurrenz zum Nutzen der Kunden;
- Festlegen gemeinsamer Pflichten für die Universaldienstanbieter;
- Förderung von Kohärenz und Harmonisierung der Basisdienste, aus denen sich der Universaldienst zusammensetzt.

An die Vorlage des Grünbuches schlossen sich umfangreiche Konsultationen an, die es ermöglichten, die Standpunkte aller betroffenen Parteien (Vertreter der nationalen Regierungen, Benutzer und Verbraucher, Betreiber usw.) zu ermitteln. Die Ergebnisse der Konsultationen und die sich daraus ergebenden Vorschläge wurden dem Europäischen Parlament und dem Rat in einer Mitteilung der Kommission über die „Leitlinien für die Entwicklung der gemeinschaftlichen Postdienste“² vom 2. Juni 1993 übergeben.

Im Laufe des Jahres 1993 hat das Europäische Parlament drei Entschlüsse zum Postsektor angenommen. In der ersten Entschlußung hat es die Kommission aufgefordert, unter anderem Vorschläge für die Entwicklung des Binnenmarktes im Postbereich und gemeinsame Definitionen des reservierbaren Bereichs zu erarbeiten. Der reservierbare Bereich soll zwar einerseits möglichst klein sein, andererseits aber die Universaldienstleister in die Lage versetzen, ihren Dienst zu einem vernünftigen Preis anbieten zu können. In zwei weiteren Entschlüsse von Juni und Oktober 1993 erinnerte das Europäische Parlament an die wirtschaftliche und soziale Bedeutung des Postsektors und forderte die Kommission auf, auf der Grundlage von Artikel 100A einen Richtlinienentwurf vorzulegen.

In seiner Entschließung vom 7. Februar 1994 über die „Entwicklung der Postdienste in der Gemeinschaft“³ forderte der Rat die Kommission auf, die für eine gemeinschaftliche Postpolitik notwendigen Maßnahmen vorzuschlagen.

Im Verlauf des Jahres 1995 forderte das Europäische Parlament die Kommission in mehreren Entschließungen auf, Vorschläge für den Postsektor auszuarbeiten.

Schließlich hat die Kommission am 26. Juli 1995 gleichzeitig die folgenden Dokumente vorgelegt:

- „Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates über gemeinsame Vorschriften für die Entwicklung der Postdienste und die Verbesserung der Dienstqualität in der Gemeinschaft“⁴
- „Entwurf einer Bekanntmachung über die Anwendung der Wettbewerbsregeln auf den Postsektor“.

Das Europäische Parlament hat daraufhin in einer Entschließung die Loskoppelung der Bekanntmachung von der Richtlinie zurückgewiesen.

Der Rat sprach sich für eine Verabschiedung der Richtlinie auf der Grundlage des Artikels 100A und eine Zurückstellung der Bekanntmachung bis Ende 1996 aus.

II. Der Richtlinienvorschlag der Kommission (Zusammenfassung)

Kapitel 1: Zielsetzung und Geltungsbereich (Artikel 1 und 2)

Artikel 1 legt gemeinsame Vorschriften für:

- einen postalischen Universaldienst in der Gemeinschaft;
- die Kriterien zur Bestimmung der für die Universaldienstanbieter reservierbaren Dienste;
- die Tarifgestaltung und die Transparenz der Rechnungslegung;
- die Festlegung der Qualitätsnormen und die Schaffung eines Systems zur Überwachung der Einhaltung dieser Normen;
- die Einrichtung unabhängiger Regulierungsbehörden in den Mitgliedstaaten fest.

Artikel 2 enthält Legaldefinitionen aller am Postbereich beteiligten Personen und Dienste.

Kapitel 2: Universaldienst (Artikel 3 bis 7)

Gem. Artikel 3 stellen die Mitgliedstaaten sicher, daß den Benutzern ein Universaldienst zur Verfügung steht, der flächendeckend ein qualitativ hochwertiges Dienstleistungsangebot zu tragbaren Preisen für alle Benutzer bietet. Das betrifft vor allem die ausreichende Dichte der Zugangs- und Abholungspunkte und die Häufigkeit der Abholung von den Abholpunkten

³ J. O. Nr. C42 vom 16.02.1994, S. 3

⁴ KOM (95) 227 endg.

(an mindestens fünf Tagen pro Woche mindestens einmal pro Tag) und der Zustellung (einmal pro Tag am Wohn- und Geschäftssitz jeder natürlichen oder juristischen Person).

Der Universaldienst muß mindestens folgendes Angebot umfassen:

- Abholung, Transport und Zustellung adressierter Briefsendungen, Bücher, Kataloge, Zeitungen und Zeitschriften bis 2 kg und adressierte Postpakete bis 20 kg;
- die Dienste für Einschreiben und Wertbriefe.

Gem. Artikel 5 wachen die Mitgliedstaaten darüber, daß der Universaldienst bestimmte Anforderungen erfüllt, wie z. B. gleiche Leistung für Benutzer mit gleichen Voraussetzungen und die Weiterentwicklung entsprechend dem technischen, wirtschaftlichen und sozialen Fortschritt sowie gemäß der Nachfrage der Benutzer.

Gem. Artikel 7 sorgen die Mitgliedstaaten für eine dauerhafte Bereitstellung des in der Richtlinie definierten Universaldienstes.

Kapitel 3: Harmonisierung der reservierbaren Dienste (Artikel 8 und 9)

Artikel 8 legt fest, welche Dienste für den/die Anbieter des Universaldienstes reserviert werden können. Wenn es für die Aufrechterhaltung des Universaldienstes notwendig ist, können das **Einsammeln, der Transport, das Sortieren und die Zustellung von Inlandsbriefen mit einem Gewicht von unter 350 g und einem Preis unter dem Fünffachen des öffentlichen Tarifs für eine Briefsendung der ersten Klasse reserviert werden.**

Die Zustellung von eingehender grenzüberschreitender Briefpost und die Direktwerbung können bis zum 21. Dezember 2000 reserviert werden, insofern die Reservierung zur Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts des/der Anbieter(s) des Universaldienstes erforderlich ist. Bis spätestens zum 30. Juni 1998 wird die Kommission über die Möglichkeit entscheiden, diese Dienste über das Jahr 2000 hinaus zu reservieren.

Kapitel 4: Bedingungen für die Bereitstellung nichtreservierter Dienste und für den Zugang zum Netz (Artikel 10 bis 12)

Gem. Artikel 10 können die Mitgliedstaaten **Meldeverfahren** für das öffentliche, nicht kommerzielle Angebot der nicht reservierten Postdienste, bzw. **Genehmigungsverfahren** vorsehen. **Gegebenenfalls** kann eine Genehmigung mit angemessenen Universaldienstverpflichtungen verknüpft werden. Führen die in der Richtlinie vorgesehenen Universaldienstverpflichtungen zu einer ungleichen finanziellen Belastung für Universaldienstanbieter, so kann der betroffene Mitgliedstaat die Genehmigung an die Verpflichtung knüpfen, finanzielle Beiträge an einen Ausgleichsfond zu leisten.

Gem. Artikel 12 beschließen das Europäische Parlament und der Rat auf Vorschlag der Kommission und auf Grundlage der Artikel 57 Abs. 2, 66 und 100A des Vertrags Maßnahmen zur Harmonisierung der Bedingungen, unter denen den Benutzern und den Anbietern des Universaldienstes in den der Endzustellung vorgelagerten Stufen Zugang zum öffentlichen Postnetz zu gewährleisten ist.

Kapitel 5: Tarifierungsgrundsätze und Transparenz der Rechnungslegung (Artikel 13 bis 15)

Gem. Artikel 13 müssen folgende Grundsätze bei der Festsetzung der Tarife des Universaldienstes beachtet werden:

- für alle Benutzer tragbare Preise;
- Festsetzung der Preise für jede Dienstleistung des Universaldienstes auf der Grundlage der **Kosten**; für jeden Dienst des Universaldienstes können die Mitgliedstaaten einen auf dem gesamten Hoheitsgebiet geltenden **Einheitstarif** festlegen;
- **transparente und diskriminierungsfreie Tarife.**

Gem. Artikel 14 muß die **Endvergütung entsprechend den Kosten** von Bearbeitung und Zustellung der Sendungen im Bestimmungsland der zuständigen Universaldienstanbieter sowie im Einklang mit der Dienstleistungsqualität festgelegt werden.

Artikel 15 verpflichten die Anbieter des Universaldienstes in ihrer internen Kostenlegung **getrennte Konten für jeden Dienst des reservierten Bereichs und für den nichtreservierten Bereich zu führen.**

Kapitel 6: Qualität der Dienste (Artikel 16 bis 19)

Gem. Artikel 16 muß ein Universaldienst **von guter Qualität** angeboten werden, was insbesondere die **Laufzeiten, die Regelmäßigkeit und die Zuverlässigkeit der Dienste** anbelangt. Qualitätsnormen werden für die Inlandsdienste von Mitgliedstaaten und die grenzüberschreitenden innergemeinschaftlichen Dienste von der Kommission gem. dem in Artikel 21 vorgesehenen Verfahren festgelegt.

Gem. Artikel 17 muß sichergestellt sein, daß mindestens **80 % aller Standardbriefsendungen** der schnellsten Kategorie **innerhalb eines Arbeitstages**, gerechnet vom Abgang bis zur Zustellung, zugestellt werden.

Gem. Artikel 18 muß die Kommission entsprechend Artikel 16 innerhalb eines Jahres nach Inkrafttreten der Richtlinie Qualitätsnormen für grenzüberschreitende innergemeinschaftliche Dienste festlegen. Bis dahin müssen zwischen Absendung und Zustellung für **90% der Sendungen eine Laufzeit von drei Arbeitstagen zwischen dem Einlieferungstag im Absendeland und dem Zustellungstag im Bestimmungsland (E + 3)** und für **99% der Sendungen eine Laufzeit von fünf Arbeitstagen (E + 5)** eingehalten werden.

Kapitel 7: Harmonisierung der technischen Normen (Artikel 20)

Gem. Artikel 20 muß die Harmonisierung der technischen Normen im Interesse der Benutzer weiterentwickelt werden.

Kapitel 8: Der Beratende Ausschuß (Artikel 21)

Gem. Artikel 21 wird die Kommission von einem Beratenden Ausschuß unterstützt, der sich aus den Vertretern der Mitgliedstaaten zusammensetzt und in dem ein Vertreter der Kommission den Vorsitz führt. Der Ausschuß hat die Möglichkeit, zu den Bestimmungen des Artikels 16 über die Qualität der Dienste und zu der in Artikel 20 vorgesehen Harmonisierung der technischen Normen Stellung zu nehmen.

Zu Fragen der Qualität der Dienste hört die Kommission die Vertreter der Postbetreiber, der betroffenen Industrien, der Benutzer und der Sozialpartner.

Kapitel 9: Die einzelstaatliche Regulierungsbehörde (Artikel 22)

Gem. Artikel 22 benennt jeder Mitgliedstaat eine nationale Regulierungsbehörde für den Postsektor, die von den Postbetreibern rechtlich und betrieblich unabhängig ist. Die Regulierungsbehörden sind insbesondere dafür zuständig, die **Einhaltung der aus der Richtlinie erwachsenden Verpflichtungen zu kontrollieren.**

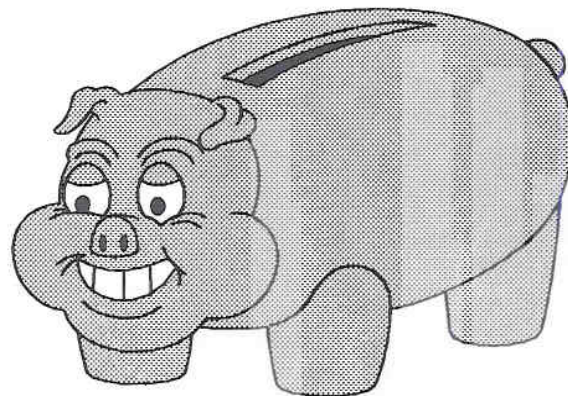
Kapitel 10: Schlußbestimmungen (Artikel 23 bis 26)

Gem. Artikel 23 legt die Kommission drei Jahre nach Inkrafttreten der Richtlinie, spätestens jedoch im ersten Halbjahr des Jahres 2000 dem Europäischen Parlament und dem Rat einen Bericht über die Anwendung der Richtlinie vor. Die Kommission setzt eine Beobachtungsstelle ein, die die erforderlichen Informationen über die Entwicklung des Sektors, insbesondere über die ökonomischen, sozialen und technologischen Aspekte und die Dienstqualität zusammenstellen.

GASOIL-CHAUFFAGE

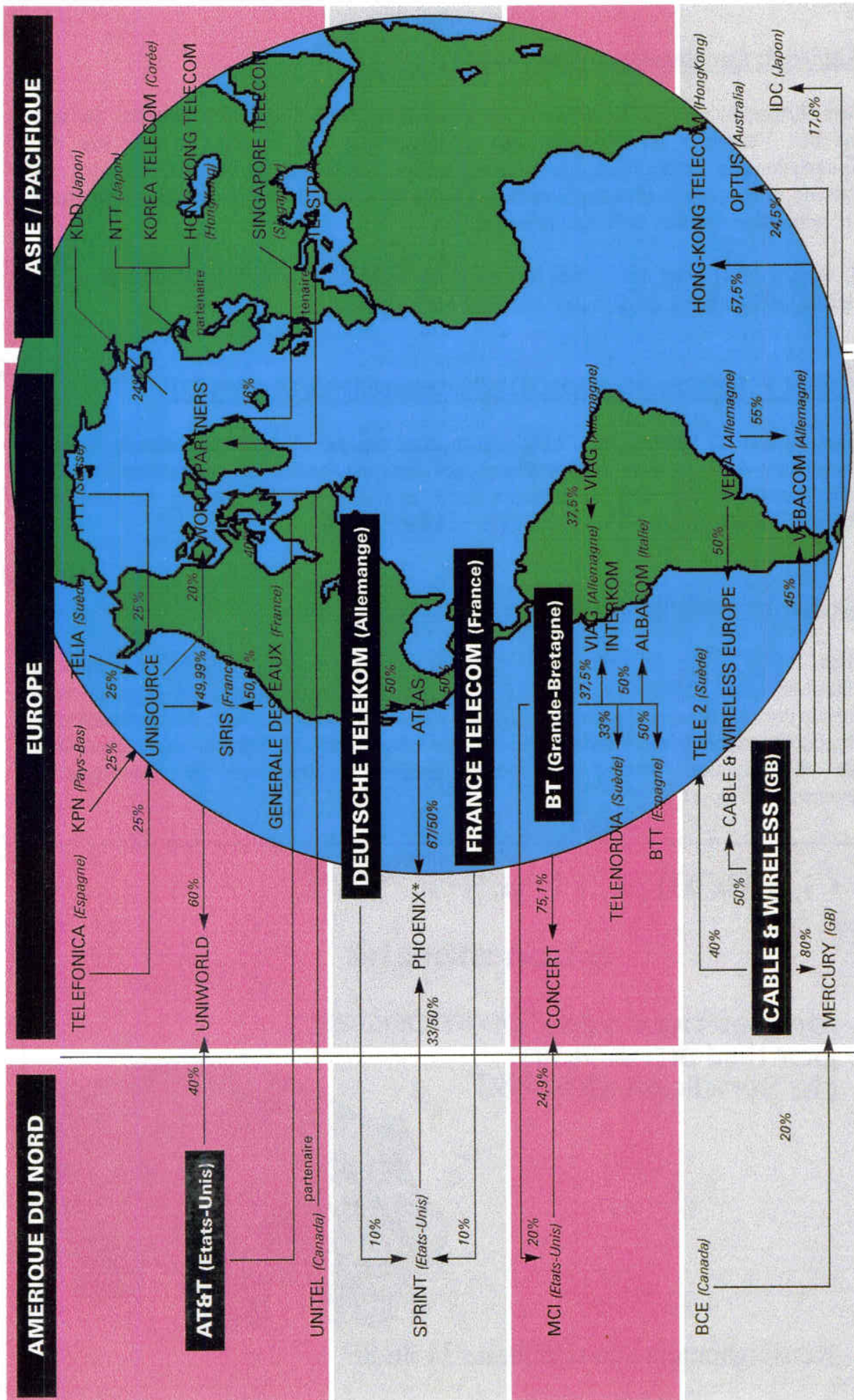
à bon marché

remises pour vos commandes
par l'intermédiaire
du Syndicat des P&T



Renseignements au téléphone 34 86 86

Les quatre grands pôles des télécommunications



*Partage 67/33 sur le marché européen hors Allemagne et France. Partage 50/50 sur le marché mondial hors Europe et Etats-Unis.

30 janvier 1996